

Opérations françaises en Afrique

Janvier 2013- Décembre 2013 : les opérations françaises en Afrique sous couvert de défense des droits de l'Homme, de lutte contre le terrorisme et de préservation de la sécurité nationale sont en réalité des actes clairs d'un néo-colonialisme dépassé et... dépensier.

En effet, la présence de milliers de soldats français sur les sols malien et centrafricain - après les opérations en Libye et en Afghanistan sans compter celle qui était envisagée en Syrie - a un coût qui n'est pas partagé par d'autres pays, l'appui tchadien, la force d'intervention africaine ou le ridicule soutien de l'Union Européenne faisant office de paravent.

Or, à qui profite le « crime »? Certainement pas aux populations locales qui, après les premiers effets d'annonce, continuent de souffrir, parfois plus qu'avant : ce sont surtout les grandes entreprises privées françaises installées localement qui sont les premières à réclamer l'assistance des pouvoirs publics pour préserver et perpétuer leurs intérêts et le pillage sur place ; ce sont aussi les premières à éviter par tous les moyens le paiement de l'impôt : double économie en quelque sorte mais deux fois moins d'argent pour les services publics en général et pour l'école en particulier.

D'autre part, l'emploi que ces grandes entreprises procurent ne doit plus être un prétexte suffisant pour que l'on continue à assurer leur survie aux dépens des populations, des économies et de l'écologie locales.

Il faut donc que le SNES et la FSU dénoncent avec force cette gabegie et ces abus intolérables.

Michel Décha, EE, Nantes